

**DECISION DU PRESIDENT N° 171-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : ATTRIBUTION DE MARCHE POUR LA REALISATION DE WEB SERIES POUR L'ANNEE 2023**

Le Président de la Communauté de communes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,  
Vu les L2123-1, R2123-1°1 du Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,  
Vu la décision n°094-23 du 28 mars 2023 attribuant le marché de réalisation de web séries à l'entreprise ASTERION PROD de Mouilleron-le-Captif (85) pour un montant unitaire de 7 750.00 € HT par épisode, soit un montant global de 31 000.00 € HT pour la réalisation de 4 web séries sur l'année 2023  
Vu le jugement du Tribunal de Commerce la Roche-sur-Yon en date du 7 juin 2023 prononçant la mise en liquidation judiciaire de la SAS ASTERION PROD, 188 rue des Tourterelles – 85000 MOUILLERON LE CAPTIF,  
Considérant que dans le cadre du marché, une web séries a été réalisée et payée pour un montant de 7 750.00 € HT.

**DECIDE**

**Article 1 :** de résilier le marché relatif à la réalisation de web séries avec l'entreprise ASTERION PROD de Mouilleron-le-Captif (85).

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget général.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 5 juillet 2023

Le Président  
Jacky DALLE

